



Déclaration liminaire au CTSD du 9 décembre 2013

Monsieur le Directeur Académique adjoint,

Nous voici réunis pour le bilan de la rentrée 2013. Cette rentrée était celle de tous les espoirs, après des années caractérisées par une volonté farouche d'en finir au plus vite avec le service public d'éducation. Les enseignants, par leurs mobilisations répétées aux côtés de la FSU ont résisté et ils ont réussi à imposer le thème de l'éducation dans la campagne présidentielle. Ils attendaient des actes forts, la concrétisation des promesses.

Bien sûr, la création de 3000 postes à la rentrée 2013 a inversé la tendance antérieure. L'annonce de la mise en place du plus de maîtres que de classes, dispositif revendiqué avec résolution et constance par le SNUipp-FSU depuis sa création, donnait une perspective d'innovation aux équipes dans les écoles. La réaffirmation de la scolarisation dès deux ans comme levier puissant d'atténuation des différences culturelles et sociales pour permettre la réussite de tous offrait l'espoir d'une dynamique nouvelle, dans l'intérêt des plus fragiles.

Bref, les enseignants appelaient de leurs vœux la refondation de l'école. Leur espoir était grand, leur désillusion n'en est que plus terrible.

On ne peut plus occulter aujourd'hui, à l'heure du bilan de la rentrée, ni leur désenchantement, ni leur exaspération, ni leur souffrance au travail.

Notre département endure toujours un terrible déficit en personnel. Dès le 2 septembre, des circonscriptions se sont trouvées à cours de moyens de remplacement. Les suppressions massives de postes ces dernières années, notamment de postes de remplaçants, sont à l'origine de cette pénurie. Rappelons tout de même qu'un enseignant non remplacé, c'est toute une école qui dysfonctionne, l'ensemble des élèves qui voit ses conditions d'apprentissage dégradées, l'équipe enseignante toute entière qui en subit les conséquences en terme de fatigue et de stress. La pénurie de remplaçants, c'est aussi la certitude que la formation continue, déjà indigente, sera sacrifiée. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la gestion quantitative actuelle des moyens de remplacement est catastrophique pour les personnels sans être bénéfique aux écoles : l'arrivée désormais tardive des ZIL désorganise une fois encore le travail dans les classes. Au point que ces personnels sont maintenant souvent mal accueillis et en souffrent.

Il est urgent de revoir la copie.

Que dire des RASED ? Ils sont exsangues Il y a urgence d'envoyer en formation des personnels et de réimplanter des postes en nombre suffisant pour rétablir une aide aux élèves les plus fragiles.

Les enseignants attendaient la refondation de l'école, on leur a imposé dans la précipitation une réforme des rythmes scandaleuse.

Contrairement aux déclarations de Monsieur le Ministre de l' Education Nationale affirmant que le décret d'application ne nécessite que quelques ajustements, la FSU demande la suspension immédiate de la réforme et la réécriture du décret. Les enfants de notre pays méritent mieux qu'une réforme étriquée qui ne prend pas en compte la diversité culturelle et humaine des territoires et des moyens inégalitaires dont ils disposent. Ce cautionnement implicite des inégalités entre territoires riches et pauvres mine le principe républicain d'égalité.

Notre département en fait d'ailleurs la preuve et vous le soulignez dans le document de bilan à la page 20 : « plusieurs projets peuvent être considérés comme emblématiques de la réforme, notamment celui de Bischwiller, celui de Scharrachbergheim ou de Barembach avec un ensemble scolaire / péri éducatif de grande qualité, bien organisé et très cohérent. »

Dans les communes pauvres (Rothau), les enfants rentrent chez eux après la classe ou se dirigent vers la garderie, dans les communes riches (Barembach), les enfants participent à diverses activités, payantes parfois, dans les communes disposant de peu de moyens mais volontaristes (Bischwiller), un tiers des enfants a accès à une activité par semaine. Vous le pointez du doigt vous-mêmes : désormais, et demain encore plus qu'aujourd'hui, pour profiter au maximum des bienfaits de l'école de la République il vaut mieux être riche et bien portant que pauvre et malade.

Le désengagement de l'Etat au profit des collectivités territoriales accentue déjà les inégalités. Il faut que cela cesse. L'école publique doit remplir ses missions de service public de façon égalitaire et ne pas dépendre de pouvoirs locaux.

La coupe est pleine.

Il est urgent de prendre le temps de s'asseoir autour d'une table et de construire une autre réforme avec un budget à la hauteur des attentes de la nation qui doit permettre :

- une baisse des effectifs par classe.
- un renforcement des RASED par des créations de postes et des départs en formation.
- une dotation suffisante en postes pour le remplacement
- une montée en charge du plus de maîtres que de classes.
- la multiplication des classes de tous petits
- un renouveau de la formation continue des enseignants.

Dans le second degré, les effectifs d'ensemble sont en hausse dans le département, avec 257 élèves de plus pour cette année scolaire. Le très léger recul des effectifs du collège s'est assorti d'une baisse proportionnelle des dotations. La situation dans les collèges ne s'améliore donc pas, les classes demeurent très chargées et nous vous demandons depuis deux ans des chiffres, niveau par niveau, et collège par collège, d'effectifs de classe. Ces

chiffres seraient-ils si honteux qu'ils ne seraient pas révélés aux organisations syndicales? De plus, l'éducation prioritaire fait aussi les frais des baisses de dotation (baisse du H/E à Lamartine-Bischheim, à Schiltigheim où le collège Leclerc en perdant 2 élèves..perd 24 heures d'enseignement) ainsi que beaucoup de collèges difficiles non classés dans l'EP comme celui de Bouxwiller qui perd 51 heures pour 22 élèves en moins, celui de Schirmeck, le collège Fustel de Strasbourg...sans parler du collège Mentel à Sélestat qui en perdant 5 élèves..perd 45 heures d'enseignement!

Dans les lycées, ce sont les établissements aux publics les plus défavorisés qui perdent le plus de moyens par rapport aux effectifs (Heinrich à Haguenau, Marchal à Molsheim, Mathis à Schiltigheim, Couffignal et Cassin à Strasbourg). En ne perdant pas un seul élève, le lycée de Bischwiller perd 42 heures d'enseignement ; en gagnant 42 élèves, le lycée Cassin n'a droit qu'à ...8 heures supplémentaires dans sa dotation.

Les moyens en vie scolaire restent très insuffisants dans beaucoup d'établissements, et en particulier en collège. Si dans ce domaine un effort a été fait pour l'EP, nombre d'établissements hors EP font aujourd'hui face à des situations très tendues, voire explosives, aggravées par le nombre très restreint de personnels de surveillance. C'est le cas dans les collèges aux effectifs d'élèves importants, comme à Hochfelden avec 5 AED pour 700 élèves, à Mutzig avec 4 AED pour 670 élèves, et plus encore au collège de l'Esplanade avec 4,5 AED et 2 AP pour 915 élèves.

Nous avons aussi des inquiétudes quant au suivi des élèves handicapés qui ne disposent pas tous d'AVS et vous questionnerons sur la formation des AVS.

Enfin, nous rappelons comme chaque année l'indécence de la générosité de moyens donnés à l'école européenne au regard de ce qui est attribué aux autres établissements publics, avec un H/E bien plus élevé que dans les collèges de l'éducation prioritaire. On conclura que mieux vaut être fils de diplomate à l'école européenne que fille d'immigré en éducation prioritaire...Mais cela, Madame la Directrice Académique, mesdames et messieurs les membres du CTSD, vous le saviez déjà!

En conclusion, si le discours a changé, si la saignée est bloquée, la rentrée 2013 n'est pas à la hauteur des besoins. La FSU constate tous les jours que les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels ne se sont pas améliorées. Le service public d'éducation nécessite les moyens d'une véritable ambition.